

GAUCHES : WEEK-END DE DÉSINTÉGRATION

Consultez [la version en ligne](#)

<https://info.mediapart.fr/optiext/optiextension.dll?ID=0tv6lumZuxmzDWb5ciGI2e6eI0hfTQuZOHb56JPH0TPXqto2pLWX42OKZGDkMI5WEM8Hv7mBQvf4qlKD9jU>

lundi 17 novembre 2025

La lettre politique de Mediapart est publiée chaque début de semaine. Retrouvez nos partis pris, notre sélection d'articles à ne pas manquer, des décryptages inédits, un suivi des débats parlementaires, et une plongée dans la vie des idées.

N'hésitez pas à partager et faire connaître cette newsletter. Cette lettre vous a été transférée par un·e ami·e ? Vous pouvez vous inscrire directement en [cliquant ici](#).

L'édito

Gauches : week-end de désintégration

Par Mathieu Dejean

La primaire de la gauche pour la présidentielle de 2027 avait besoin d'un coup de projecteur. Depuis l'annonce de cette initiative à Bagneux (Hauts-de-Seine), le 2 juillet, le « Front populaire 2027 » – nom que cette coalition s'est choisi – peine à exister. Peut-être parce qu'il y a [quelque chose de contradictoire](#) à lancer un processus pour une candidature commune de la gauche sans avoir au préalable convaincu les organisations concernées.

Ni La France insoumise (LFI) ni le Parti communiste français (PCF) ni Place publique (PP) n'ont adhéré au club. Peut-être aussi parce que cette coalition n'a avancé ni sur le fond ni [sur la forme](#) – la méthode doit être révélée en décembre – et qu'elle s'apparente donc, pour l'instant, à une compétition entre écuries présidentielles. En témoignent les divers rendez-vous de la gauche qui se sont tenus le week-end dernier à trois endroits différents.

Le Parti socialiste (PS), Les Écologistes, L'Après, Génération·s et Debout se sont réunis à Trappes (Yvelines), samedi 15 novembre, pour une « convention » consacrée à l'éducation. Manque de chance, l'opération a été parasitée par une autre « Convention », avec un « C » majuscule : celle organisée dimanche par le microparti de Bernard Cazeneuve à Pontoise (Val-d'Oise), en présence de Raphaël Glucksmann, de François Hollande et de ses ami·es du PS.

Si l'on reprenait la métaphore politique des « aimants » [chère à Marine Tondelier](#), on pourrait dire que le champ magnétique de la social-démocratie/social-écologie s'en est retrouvé neutralisé. Alors que la primaire était plombée ces dernières semaines par [les choix stratégiques](#) du PS sur le budget, le fait qu'une partie des socialistes s'affiche avec le coprésident de Place publique et même quelques centristes (l'ancienne macroniste Stella Dupont, la MoDem Josy Poueyto...) a ravivé les critiques.

« L'amicale de la déchéance de nationalité et de la loi travail est de retour. Après avoir inventé Macron il y a 10 ans, elle veut récidiver », a commenté sur le réseau social X le député Génération·s Benjamin Lucas, pourtant partisan de la primaire, à laquelle certain·es ne désespèrent pas de faire participer... Raphaël Glucksmann. Difficile, dès lors, de croire en la fiabilité du processus.

Le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, avait bien fait le

choix de l'estrade trappiste mais sur le fond, les différences avec l'eurodéputé sont ténues. Seules les stratégies diffèrent, le second assumant plus clairement l'idée de reconquérir le centre-gauche après l'effondrement du macronisme. Tout concourt donc à renvoyer l'image d'une gauche qui se dispute un segment électoral étroit, en s'enkystant dans de vaines arguties stratégiques.

« *Pourquoi ferions-nous la bêtise de mettre le doigt dans une déchiqueteuse ?* », a interrogé Jean-Luc Mélenchon dimanche, lors d'un meeting à Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire), où il a poursuivi [sa campagne latente](#), persuadé de pouvoir faire seul avec LFI.

Partager 

Lire à ce sujet :

Dans la circonscription d'Olivier Faure, la guerre des gauches a recommencé

Par Mathieu Dejean

À ne pas
manquer

**Retraites : la victoire en trompe-
l'œil du PS**

Par Pauline Graulle, Dan Israel, Mathias
Thépot



L'Assemblée nationale a adopté le décalage de l'application de la réforme des retraites Borne. Une « première victoire d'étape », s'est félicité le PS, même si la question du financement de la mesure, qui pourrait peser sur les plus démunis, reste en suspens.

La Sixième République pour éliminer les maux du présidentielisme

Vice-président du parti et proche d'un néonazi : au RN, le tabou David Rachline

Boualem Sansal : le jeu de dupes d'Emmanuel Macron

La diplomatie française tient ce que les communicants appellent une « séquence ». Quelques jours après Cécile Kohler et Jacques Paris, détenu·es en Iran depuis mai 2022, l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal et le professeur de yoga Camilo Castro ont récemment eux aussi été libérés, respectivement par l'Algérie et le Venezuela.

Jean-Noël Barrot, le ministre des affaires étrangères, a eu beau jeu de saluer le « *travail discret* » de la diplomatie française dans cette affaire : la grâce accordée par la présidence algérienne à l'écrivain est le fruit essentiellement involontaire des efforts français. Elle a été obtenue par l'Allemagne, de laquelle l'Algérie s'est rapprochée ces dernières années, et permise par la sortie du gouvernement de Bruno Retailleau.

L'ancien ministre de l'intérieur était devenu l'urticant numéro un des autorités d'Alger. Sa ligne du « bras de fer » avait pourtant fini par être épousée par Emmanuel Macron lui-même, début août. Le chef de l'État endosse aujourd'hui le beau rôle et devrait rencontrer son homologue Abdelmadjid Tebboune fin novembre pour une entrevue de la réconciliation.

Le parti pris de la semaine



Le pouvoir macroniste s'entête à définir l'avenir de la Kanaky sans le principal mouvement indépendantiste

Par Ellen Salvi

À l'issue de son déplacement dans l'archipel, la ministre des outre-mer a annoncé la tenue d'une « consultation » locale sur le projet d'accord de Bougival, pourtant rejeté par le Front de libération nationale kanak et socialiste. Le pouvoir

macroniste s'enferme dans sa méthode délétère.

L'hypocrisie de la semaine

Dimanche 16 novembre, sur le plateau de France 3, Jordan Bardella est indigné. Le journaliste Francis Letellier a osé le questionner sur le rapport de son parti au pétainisme, après que le président du Rassemblement national (RN) a exprimé son dégoût devant l'organisation d'une messe d'hommage à Philippe Pétain à Verdun (Meuse).

Alors qu'on lui rappelle les propos d'Élisabeth Borne, qui avait déclaré que le RN était « *l'héritier du pétainisme* », Jordan Bardella préfère botter en touche. Et se réfugier derrière un élément de langage usé jusqu'à la corde, renvoyant l'ancienne première ministre à son engagement au PS, au vote des pleins pouvoirs à Pétain par des députés de gauche et à l'activité de François Mitterrand sous Vichy.

Une manière bien commode d'éviter de parler de l'histoire de son propre parti, cofondé par des collaborationnistes admirateurs de Pétain, mais aussi de ses manquements encore plus récents : le RN n'a en effet jamais sanctionné la députée Caroline Parmentier, proche de Marine Le Pen, qui affichait encore publiquement son soutien à Pétain en 2018.

Chez nos
partenaires

Assassinat à Marseille : la piste d'une opération d'intimidation contre un militant anti-narcotrafic

Par Coralie Bonnefoy (Marsactu)



L'hypothèse d'un « assassinat d'avertissement » est évoquée par les enquêteurs après le meurtre du frère d'Amine Kessaci, militant politique et associatif engagé depuis quatre ans dans la lutte contre le narcotrafic. À gauche comme à droite, la classe politique fait part de son soutien et de son inquiétude.

La droite ne se cache plus à Bruxelles

Une nouvelle digue a sauté le 13 novembre, à Bruxelles. Au Parlement européen, droite et extrême droite se sont unies pour vider de sa substance la directive sur le devoir de vigilance, qui oblige les entreprises à lutter contre les violations des droits humains et environnementaux tout au long de leur chaîne de valeur.

Le Parti populaire européen (PPE), où siègent les

eurodéputé·es Les Républicains (LR), n'a pas hésité à se détourner de ses alliés traditionnels, les sociaux-démocrates (S&D) et les libéraux (Renew), pour joindre ses voix à celles de partis ouvertement xénophobes, comme l'AfD allemand, ou eurosceptiques et amis des régimes autoritaires, à l'instar du Fidesz de Viktor Orbán.

Si le cordon sanitaire encore récemment en vigueur au Parlement européen avait déjà été fragilisé par des alliances de circonstance entre le PPE et l'extrême droite, une telle majorité n'avait jusqu'ici par encore émergé sur des textes non contraignants. « *Ce n'est qu'un début* », a prédit le groupe des Patriotes, présidé par Jordan Bardella.

Dans le Club Les lecteurs et lectrices prennent la parole

Le Club est l'espace de libre expression des abonné·es



La France, ce pays où mieux vaut une messe pour Pétain qu'un colloque sur Gaza

le blog de [Jean-François Bayart](#)

Pour qui en aurait encore douté, la France est non seulement sortie de la démocratie, à bas bruit. Mais également de la bienséance constitutionnelle. Elle est désormais un pays dans lequel la justice administrative a) entérine l'annulation d'un colloque universitaire sous la pression ; b) mais annule l'interdiction, par le maire de Verdun, de la célébration d'une messe pour le repos de l'âme du maréchal Pétain.

Le budget de la France doit prendre en compte la transition écologique !

le blog de [christine.dillmann](#)

Le monde fait face à des enjeux climatiques et écologiques cruciaux, où chaque décision peut avoir des conséquences sociétales désastreuses. Cet appel émane de scientifiques, en appui aux conclusions des groupes de travail internationaux (GIEC et IPBES). Il est soutenu par 215 scientifiques et plus de 50 citoyens. Il propose trois grandes priorités dans la construction du budget de la France.

Habiter la division : contre l'épuisement démocratique

le blog de [Pascal Levoyer](#)

Le Parlement s'enferme dans des mises en scène qui détournent une grande partie du pays d'un jeu politique sourd aux affects qui le traversent. Entre gestion technocratique, identitarisme et réformisme sans élan, la conflictualité est étouffée. Prendre au sérieux les colères et habiter la division devient peut-être la seule voie pour rendre à la politique sa force.